



Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales
IC19344

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ SAMREV – COMMUNE DE GASVILLE-OISEME

N° ICPE : 100-00400

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19 mars 2007 à la société EUROPÉENNE SEA pour l'exploitation d'une installation de fabrication de pièces moulées en fonte et ses installations connexes sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème à l'adresse suivante : 13-15 rue de Couttes

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2008 fixant des valeurs limites d'émission de dioxines et furannes de la fonderie exploitée par la société EUROPÉENNE SEA sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 26 mars 2013 au profit de la société SAMREV ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 prescrivant à la société SAMREV située sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème une étude de caractérisation de ses déchets de fonderie, l'actualisation de l'étude des risques sanitaires, la réalisation d'une étude de dispersion et de campagnes de prélèvements et d'analyses des émissions atmosphériques ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2017 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2018 relatif à la mise en place d'un gardiennage et l'évacuation des déchets présents sur le site ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2018 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 27 mai 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 28 juin 2019 ;

Considérant que lors de la visite du 9 avril 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la SELARL PJA n'a pas fait évacuer l'intégralité des déchets du site, et notamment la présence sur site de déchets de palettes, papiers et cartons ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2018 susvisé ;

Considérant que la présence de déchets de palettes, papiers et cartons sur le site entraîne un risque d'incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAMREV de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2018 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – La société SAMREV exploitant une installation de Fabrication de pièces en fonte sise 13-15 rue de Couttes sur la commune de Gasville-Oisème est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2018, en faisant évacuer l'intégralité des déchets (hors sables de fonderie) présents sur le site dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5 - Notifications-publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 6 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le - 1 AOUT 2019

La Préfète, Pour la Préfète,

Le Secrétaire Général



RÉGIS ELBEZ